



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
25 rue des Ailes  
ZA les Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 12/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MICHELIN**

12, rue Gustave Eiffel  
CS 90424  
37300 Joué-Lès-Tours

Références : 2026 / 264  
Code AIOT : 0010000702

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2026 dans l'établissement MICHELIN implanté 12, rue Gustave Eiffel CS 90424 37300 Joué-lès-Tours. L'inspection a été annoncée le 27/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MICHELIN
- 12, rue Gustave Eiffel CS 90424 37300 Joué-lès-Tours
- Code AIOT : 0010000702
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Michelin exploite une installation de fabrication de membranes en caoutchouc sur son site de Joué-lès-Tours. Cet établissement emploie 160 salariés. Le travail se fait en 2/8 depuis 2024.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20589 du 6 juillet 2018.

Les rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sont les suivantes :

2661-1.a : transformation de polymères, par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant de 200 t/j (autorisation) ;

2662-2 : stockage de polymères, le volume susceptible d'être stocké étant de 2 000 m<sup>3</sup> (enregistrement) ;

2663-2.b : stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères, lesdits produits n'étant pas à l'état alvéolaire ou expansé, le volume susceptible d'être stocké étant de 5 000 m<sup>3</sup> (déclaration) ;

2910-A-2 : installation de combustion (gaz naturel), la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion étant de 17 MW (déclaration avec contrôle périodique) ;

2921-b : refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, la puissance thermique évacuée maximale étant de 1 600 kW (déclaration avec contrôle périodique) ;

2925-1 : atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant de 600 kW (déclaration).

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Justificatifs des filières d'élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 5.1.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.3.2	/	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Surveillance complémentair e des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 1.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Conditions des rejets atmosphériques (chaudières)	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 3.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Gardiennage et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.2.5	/	Sans objet
6	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.2.4	/	Sans objet
7	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.2.1	/	Sans objet
9	Comportement au feu des locaux	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.3.1.1	/	Sans objet
10	Amenées d'air frais	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.3.1.1.2	/	Sans objet
11	Zones à atmosphère explosive	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.2.2	/	Sans objet
12	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.5.2	/	Sans objet
13	Chaufferie / Prévention incendie	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.3.3	/	Sans objet
14	Moyens d'intervention / Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.7.4	/	Sans objet
15	Sprinklage	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.3.1.1.1	/	Sans objet
16	Entretiens des	Arrêté Préfectoral	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	moyens d'intervention	du 06/07/2018, article 7.7.2		
17	Plan des réseaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.2.2	/	Sans objet
18	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.2.4.1	/	Sans objet
19	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.7.7.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats faits lors de cette inspection sont repris au sein des tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Registre des déchets sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des suites des inspections précédentes
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/03/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...]</li> <li>;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R.</li> </ul>

541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;
- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].

#### Constats :

Le registre de gestion des déchets a été consulté. Ce dernier a été ajusté par l'exploitant, depuis 2025, pour être complété et faire dorénavant apparaître les informations faisant défaut lors de la précédente inspection (quantité estimée lors de l'enlèvement des déchets, quantité réelle de déchets traités, date d'élimination finale des déchets).

Il convient de préciser que les quantités estimées apparaissent souvent à zéro. L'exploitant a expliqué que les déchets enlevés étaient pesés sur site avant enlèvement et qu'il considérait par conséquent qu'il n'y avait pas d'estimation, les quantités réelles étant connues.

Il a été suggéré à l'exploitant de consigner les quantités pesées avant enlèvement au sein de la colonne estimation du registre des déchets pour plus de cohérence du registre de suivi.

**=> Ces éléments n'appellent pas de remarque supplémentaire de la part de l'inspection.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Justificatifs des filières d'élimination des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 5.1.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Justificatifs des filières d'élimination des déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/03/2025

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières d'élimination ou de valorisation propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.

#### **Constats :**

Lors de la précédente inspection, il a été demandé à l'exploitant de présenter les justificatifs des autorisations des prestataires intervenus dans l'élimination de l'acétone objet du bordereau du 22 février 2024 n° 20240219-DK6SJ96KH concernant un enlèvement de 27 kg d'acétone utilisé au sein du laboratoire lors de tests d'élasticité.

Si l'exploitant a été en mesure de présenter le récépissé de transport de la société CHIMIREC (récépissé n° 86-1998004 valide jusqu'au 17 avril 2028), le justificatif de l'autorisation de la société ARF intervenue lors de l'étape d'élimination n'a pas été présenté. L'exploitant a depuis adressé aux services d'inspection un arrêté préfectoral complémentaire de la société ARF ne permettant pas, néanmoins, de justifier de l'autorisation de la société à éliminer le type de déchets concernés. L'exploitant a été alerté sur le fait d'être en capacité de justifier d'actes administratifs confirmant le classement de l'installations d'élimination des déchets au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**=> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de l'ensemble des autorisations des prestataires intervenant dans la chaîne d'élimination des déchets issus de son établissement.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 3 : Surveillance complémentaire des eaux rejetées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 1.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Action nationale : sécheresse

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/10/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/03/2025

#### Prescription contrôlée :

- Substance : MES, DCO, Zinc, azote global, Nonylphenols, Tert-octylphénols ;
- périodicité : 4 analyses minimum par an ;
- durée de chaque prélèvement : 24h représentatives du fonctionnement de l'installation ;
- limite de quantification à atteindre par le laboratoire : [respectivement] 2 mg/l, 30 mg/l, 10 µg/l, 0,05 µg/l, 0,1 µg/l.

#### Constats :

Les paramètres complémentaires mentionnés à l'article 1.1.2 de l'arrêté du 06/07/2018 sont mesurés trimestriellement, par le laboratoire INOVALYS. L'analyse des phénols est en revanche sous-traitée au laboratoire IANESCO. Aucun des paramètres concernés ne fait l'objet de dépassement des valeurs limites d'émission, ni en concentration, ni en flux.

En revanche, si les limites de quantification des paramètres MES, DCO, zinc, azote global et tert-octylphénols sont inférieures ou égales aux limites de quantification maximales prescrites, la limite de quantification du paramètre nonylphenols (0,1 µg/l) est, elle, supérieure (limite de quantification prescrite : 0,05 µg/l). Ce constat a été fait lors de la précédente inspection.

L'exploitant a expliqué que les analyses réalisées par le laboratoire accrédité INOVALYS se sont faites en prenant en compte la limite quantitative reprise au sein des derniers Avis relatifs aux limites de quantification des couples « paramètre-matrice » de l'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques, soit selon l'Avis du 19 octobre 2019 jusque-là et nouvellement selon l'Avis du 15 août 2025.

L'exploitant a par ailleurs sollicité, par courrier du 14 mars 2025, une modification de la limite de quantification prescrite au sein de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juillet 2018, sur la base des limites de quantification reprises au sein des derniers avis mentionnés ci-dessus. Les dispositions de cet arrêté préfectoral seront modifiées en conséquence ultérieurement.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 4 : Conditions des rejets atmosphériques (chaudières)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions des rejets atmosphériques (chaudières)

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/03/2025



**Prescription contrôlée :**

	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	V i t e s s e m i n i m a l e d'éjection en m/s
Conduit n° 1	11,3	0,8	8786	5
Conduit n° 2	11,3	0,8	9884	6

**Constats :**

La chaudière principale et la chaudière de secours ont fait l'objet d'une campagne de mesures de rejets atmosphériques le 30 novembre 2023. Cette dernière a été réalisée par l'APAVE. Les vitesses d'éjection observées à cette occasion ont été respectivement de 8,3 m/s et 16,7 m/s, ces valeurs étant supérieures aux vitesses minimales d'éjection attendues.

En revanche, le flux émis d'oxyde d'azote de la chaudière principale n'étant pas conforme, une seconde analyse a été réalisée le 9 avril 2024, après travaux d'entretien. A cette occasion, la vitesse d'éjection (3,5 m/s) s'est avérée inférieure à la limite d'éjection minimale (5 m/s).

L'APAVE a consécutivement confirmé que la mesure de la vitesse d'éjection précédemment mentionnée a été réalisée lors de conditions de fonctionnement correspondant à une allure de chaudière variant entre 30 et 50 % alors que la vitesse minimale d'éjection des gaz de combustion mentionnée à l'article 6.2.3 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 répond à des conditions de fonctionnement continues maximales non atteintes lors des essais concernés et par conséquent non applicables.

**=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Gardiennage et contrôle des accès**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.2.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gardiennage et contrôle des accès

**Prescription contrôlée :**

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage. L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

**Constats :**

L'établissement est entièrement clôturé. Il bénéficie d'un portail d'accès contrôlé par un gardien (agent d'accueil), en journée, 5 j/7 (du lundi 5h au samedi 5h).

Le site est également sous vidéosurveillance, barrières infrarouge anti-intrusion et caméras thermiques avec pilotage SECURITAS. Des rondes sont par ailleurs réalisées par un agent SECURITAS en dehors des périodes d'activité de l'établissement.

L'ensemble des bâtiments est par ailleurs sous détection incendie.

Les différents systèmes d'alerte en place renvoient, lors de leur déclenchement, un appel téléphonique ou un SMS sur le poste fixe ou mobile de l'agent d'astreinte (gardien se trouvant au niveau de l'accueil ou agent SECURITAS assurant les rondes).

Est ensuite procédé in-situ à une levée de doute, l'appel des autorités compétentes en cas d'intrusion ou des pompiers en cas de sinistre confirmé, l'information du cadre d'astreinte, ce dernier assurant l'information des services d'inspection (DREAL) dans les plus brefs délais.

**=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Circulation dans l'établissement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.2.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Circulation dans l'établissement

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les voies ont les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 t par essieu

**Constats :**

Les voies de circulations intérieures et extérieures de l'établissement sont délimitées et maintenues propres et dégagées.

L'établissement bénéficie par ailleurs d'une voie pompier périphérique à l'établissement répondant aux caractéristiques mentionnées à l'article 7.2.4 ci-contre.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 7 : Etat des stocks de produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et mélanges dangereux présents dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité. Les incompatibilités entre les substances et mélanges, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en oeuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature (notamment phrases de risques ou mentions de danger), leur classement dans la nomenclature des installations classées, et la quantité des substances et mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de la dernière mise à jour des fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits et substances utilisées au sein de l'établissement. Ces produits sont essentiellement des huiles et des produits de traitements (à destination de la chaufferie pour ces dernières).</p> <p>La fiche de données de sécurité correspondant à l'huile hydraulique AZOLA ZS46 a notamment été consultée par sondage. L'exploitant l'a présentée dans sa dernière version, cette dernière datant du 5 juin 2023.</p> <p>Un plan des stockages de produits a par ailleurs été présenté, ainsi qu'une liste des produits tenue à jour par secteur d'activité.</p> <p>Ce plan permet de localiser également les volumes maximaux de gommes stockées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- bâtiment n°20 : 2326 m<sup>3</sup></li> <li>- bâtiment n°21 : 66 m<sup>3</sup></li> <li>- bâtiment n° 12 : 369 m<sup>3</sup></li> <li>- bâtiment n° 15 : 2209 m<sup>3</sup> + 880 m<sup>3</sup> + 1377 m<sup>3</sup> + 293 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>=&gt; Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 8 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

**Constats :**

Les installations électriques sont vérifiées annuellement par la société DEKRA. La dernière vérification est intervenue du 1er avril au 21 avril 2026 (rapport et certificat Q18 du 27 avril 2026). Un certificat Q18 est notamment établi par bâtiment. Les certificats Q 18 correspondant aux bâtiments n° 15, 20, 21, 12, 24, et 124 (local chaufferie) concluent tous à l'absence d'anomalie électrique susceptible de générer un risque d'incendie ou d'explosion.

L'exploitant fait également procéder annuellement à un examen thermographique des installations électriques. Ce dernier a eu lieu du 23 mars au 27 mars 2026. Le certificat Q19 établi consécutivement le 2 avril 2026 par la société DEKRA conclut à l'existence de trois points chauds dont deux ont déjà fait l'objet d'actions correctives. Le troisième point (cosse d'un tableau électrique à remplacer au niveau du bâtiment n° 12) fera l'objet d'une action corrective courant mai 2026.

L'exploitant a indiqué que les anomalies électriques font généralement l'objet d'actions correctives en interne. Dans le cas contraire, pour des anomalies plus complexes, la société MICHELIN fait intervenir la société EQUANS/INEO.

**=> L'examen thermographique des installations électriques réalisé par la société DEKRA en mars 2026 conclut à l'existence de trois points chauds dont un n'a pas encore fait l'objet d'action corrective.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 9 : Comportement au feu des locaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.3.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Comportement au feu des locaux

**Prescription contrôlée :**

Le tableau ci-après reprend les dispositions constructives minimales à respecter :

Bâtiment	Désenfumage	Résistance au feu	Autres
21	/	Murs en parpaings	Mur séparatif REI «60» /chaufferie Détection incendie
15 - Stockage OCA	Oui - 2 % de superficie de chaque canton	Murs en parpaings façades Nord et Est : REI «120»	Détection incendie
15 - Stockage ZP	Oui - 2 % de superficie de chaque canton	Murs en parpaings façades Est et Ouest : REI «120»	Détection incendie
20	Oui - 2 % de superficie de chaque canton	Murs en parpaings façade Ouest : REI «120»	Détection incendie
Chaufferie	Oui - 2 % de superficie	Façades Ouest et Est du bâtiment :REI «60»	Arrêt d'urgence électrique Détection gaz Vannes de coupure en série à l'extérieur du bâtiment

**Constats :**

Les caractéristiques de résistance au feu des bâtiments correspondent en tout point aux dispositions réglementaires ci-dessus.

Il convient de noter que la détection incendie se compose de détecteurs linéaires optiques (détecteurs de fumées).

**=> Ces éléments n'appellent pas remarque particulière de la part de l'inspection.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 :** Amenées d'air frais

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.3.1.1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Amenées d'air frais

**Prescription contrôlée :**

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.
<b>Constats :</b>  En complément des trappes de désenfumage, les bâtiments bénéficient d'amenées d'air frais soit par des ouvrants réalisés en façade, en partie haute des bâtiments (shed), soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.  <b>=&gt; Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Zones à atmosphère explosive**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zones à atmosphère explosive
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux produits inflammables, l'exploitant définit : <ul style="list-style-type: none"> <li>- zone 0 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est présente en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ;</li> <li>- zone 1 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ;</li> <li>- zone 2 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée, s'il advient qu'elle se présente néanmoins.</li> </ul> Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux poussières, l'exploitant définit : <ul style="list-style-type: none"> <li>- zone 0 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air en permanence ou pendant de longues périodes ou fréquemment ;</li> <li>- zone 1 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ;</li> <li>- zone 2 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il advient qu'elle se présente néanmoins.</li> </ul> Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à

observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un plan de répartition des zones à atmosphère explosible est implanté dans les différents bâtiments de l'établissement.</p> <p>Sept secteurs ATEX sont notamment répertoriés, chacun d'entre eux regroupant plusieurs zones ATEX. Toutes ces zones sont signalées par un affichage adapté.</p> <p><b>=&gt; Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle.</p> <p>L'exploitant tient à jour, dans le cadre de son référentiel d'exploitation, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des dispositifs d'alarmes sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation ;</li> <li>- une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.</li> </ul> <p>La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.</p> <p>Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuils donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.</p> <p>En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose d'un détecteur portatif maintenu en parfait état de fonctionnement et accessible en toute circonstance.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Détecteurs incendie</li> </ul> <p>Dans l'ensemble des bâtiments, un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place. L'exploitant, dans l'exploitation des stockages, respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Détecteurs gaz</li> </ul> <p>Dans la chaufferie un système de détection automatique gaz conforme aux référentiels en vigueur est mis en place. L'exploitant, dans l'exploitation des installations respecte, les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme indiqué au point de contrôle n° 5 du présent rapport, l'ensemble des bâtiments est sous</p>

détection incendie (soit par détection de fumées, soit par détection de l'élévation de la température). La chaufferie comporte par ailleurs une détection de gaz.

Les différents systèmes de détection en place renvoient, lors de leur déclenchement, un appel téléphonique ou un SMS sur le poste fixe ou mobile de l'agent d'astreinte (gardien se trouvant au niveau de l'accueil ou agent SECURITAS assurant les rondes).

Est ensuite procédé in-situ à une levée de doute, l'appel des autorités compétentes en cas d'intrusion ou des pompiers en cas de sinistre confirmé, l'information du cadre d'astreinte, ce dernier assurant l'information des services d'inspection (DREAL) dans les plus brefs délais.

L'ensemble des détecteurs incendie est installé en boucle fermée permanente, c'est à dire que tous les défauts (malveillance, empoussièrement, défaillance ..... ) sont remontés en direct sur la centrale incendie située à l'accueil de l'établissement. Le fonctionnement de la centrale est vérifié semestriellement par la société SIEMENS. En parallèle de ces vérifications, chacun des détecteurs est vérifié annuellement.

**=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 13 : Chaufferie / Prévention incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Chaufferie / Prévention incendie

##### **Prescription contrôlée :**

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolés par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI 120.

A l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter la circulation du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant l'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

##### **Constats :**

Les communications entre la chaufferie et les bâtiments voisins se font effectivement dans le respect des caractéristiques évoquées ci-dessus.

A l'extérieur de la chaufferie sont également installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter la circulation du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant l'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

La chaufferie est par ailleurs équipée d'une détection incendie et d'une détection gaz.



=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 14 : Moyens d'intervention / Ressources en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention / Ressources en eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une réserve d'eau constituée au minimum de 1500 m<sup>3</sup> avec réalimentation par 2 pompes de forage de 280 m<sup>3</sup>/h assurant l'approvisionnement en toutes circonstances,</li> <li>- un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par 16 poteaux incendie ; ce réseau est au minimum constitué par des canalisations en acier de diamètre 10 mm. Les 2 pompes des forages de 140 m<sup>3</sup>/h approvisionnent la réserve SPK de 1 500 m<sup>3</sup>. Cette réserve alimente par 2 motopompes un réseau capable de fournir aux lances et autres équipements un débit de 900 m<sup>3</sup>/h sous une pression de sortie de 5,5 à 10 bars. Il est vérifié périodiquement en débit et en pression ;</li> <li>- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li> <li>- des robinets d'incendie armés ;</li> <li>- d'un système d'extinction automatique d'incendie ;</li> <li>- d'un système de détection automatique d'incendie.</li> </ul> <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.</p> <p>Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.</p> <p>L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement bénéficiait jusque-là d'une réserve d'eau de 1500 m<sup>3</sup> alimentant le système de sprinklage (bâtiments de l'établissement intégralement sprinklés), avec réalimentation par 2 forages en capacité de délivrer 280 m<sup>3</sup>/h au total (140 m<sup>3</sup>/h par pompe). Cette réserve a été mise à l'arrêt et a été remplacée par une seconde réserve, plus importante, d'un volume de 2150 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'établissement est également pourvu d'un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel constitué de 16 poteaux incendie, alimenté par la cuve de 2150 m<sup>3</sup>, par le biais de deux motopompes (réserve associée de 1000 litres de GNR pour chacune avec une réserve supplémentaire de 1000 litres de secours), capable de fournir aux lances et autres équipements un débit de 900 m<sup>3</sup>/h sous une pression de sortie de 5,5 à 10 bars. Le bon fonctionnement de ce</p>

dispositif est testé en interne toutes les semaines et vérifié périodiquement en débit et en pression.

Le démarrage des motopompes se fait électriquement ou sur batterie, le déclenchement se faisant sous l'effet de la baisse de pression du réseau. Les batteries sont elles-mêmes testées toutes les semaines, représentant 45h d'autonomie.

Les pompes de forages sont également alimentées électriquement, sans bénéficier de dispositif de secours néanmoins.

Les 16 poteaux incendie de l'établissement sont en capacité de délivrer des débits variant de 165 m3/h au moins, à 430 m3/h au plus, en simultané.

L'établissement comporte par ailleurs 270 extincteurs régulièrement répartis au sein de l'établissement, de même que 52 robinets d'incendie armés (RIA), ces équipements étant vérifiés annuellement.

Comme indiqué aux précédents points de contrôle du présent rapport, tous les bâtiments de l'établissement bénéficient d'une détection incendie.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 15 : Sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.3.1.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Sprinklage

##### Prescription contrôlée :

Les bâtiments 12, 15, 20 et 21 sont équipés d'un système d'extinction automatique dont les caractéristiques minimales sont les suivantes :

Zone bâtiment	Type	Densité	S u r f a c e i m p l i q u é e	Température de déclenchement
B â t 2 0 - stockage roules ZP	Spray	24 l/min/m <sup>2</sup>	465 m <sup>2</sup>	93 °C sous verrière 68°C sous shed
Bât 12 - Atelier calandrage ZP	Spray	18 l/min/m <sup>2</sup>	280 m <sup>2</sup>	68°C
B â t 1 5 - Stockage des MP, SF et PF	Spray	24 l/min/m <sup>2</sup>	465 m <sup>2</sup>	141 °C sous toiture plate 93 °C sous verrière 68°C sous shed
Bât 15 - Secteur maintenance	Spray	12 l/min/m <sup>2</sup>	280 m <sup>2</sup>	68°C

maintenance				
Bât 15 - Bureaux	Spray	7 l/min/m <sup>2</sup>	280 m <sup>2</sup>	68°C
Bât 15 - Laboratoire	Spray	10 l/min/m <sup>2</sup>	280 m <sup>2</sup>	68°C
Bât 21 - Atelier OCA	Spray	18 l/min/m <sup>2</sup>	280 m <sup>2</sup>	68°C
Rue couverte	Spray	12 l/min/m <sup>2</sup>	280 m <sup>2</sup>	68°C
Local pompiers sprinkleur	Spray	12 l/min/m <sup>2</sup>	280 m <sup>2</sup>	93°C

#### Constats :

L'intégralité des bâtiments de l'établissement est équipée d'un système de sprinklage présentant les caractéristiques rappelées ci-dessus, à une exception près.

En effet, s'agissant du bâtiment n° 21, la température de déclenchement a été calibrée à 93°C au lieu de 68°C. Ce choix se base sur les règles NFPA, référence suivie par les assureurs au regard des activités réalisées, préconisation étant faite de maintenir une trentaine de degrés de différence entre la température maximum sous toiture et la température de déclenchement des têtes de sprinklage. Cela permet également de s'éviter des déclenchements intempestifs.

Dans la configuration de l'établissement MICHELIN, les machines de production, en particulier dans les zones de cuisson et d'étuvage, libèrent des vapeurs chaudes dont les calories peuvent s'accumuler en partie haute du bâtiment. Un dépassement de la température maximum de 68°C peut donc se produire, surtout en période estivale.

Un porter à connaissance a par conséquent été rédigé et adressé à l'inspection, dans le but de solliciter la modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation sur la température de déclenchement des têtes de sprinklage du bâtiment n°21. Ces éléments seront prochainement pris en compte au travers d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

**=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 16 : Entretien des moyens d'intervention

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.7.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

#### Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de

maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteur	Annuelle
Robinets d'incendie armés (RIA)	Annuelle
Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)	Semestrielle
Installation de détection incendie	Semestrielle
Installations de désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle

#### Constats :

Les extincteurs, au nombre de 270, répartis régulièrement sur le site, sont vérifiés annuellement par la société EUROFEU. La dernière vérification est intervenue le 19 décembre 2025. La mise à niveau du parc d'extincteur a aussitôt été réalisée par la société EUROFEU.

Les robinets d'incendie armés, au nombre de 52, répartis régulièrement sur le site, sont vérifiés annuellement par la société EUROFEU. La dernière vérification est intervenue le 17 décembre 2025. La mise à niveau du parc de RIA a nécessité le remplacement de 4 des équipements. Cette opération a été réalisée par la société UXELLO le 9 mars 2026.

Les deux motopompes et les 16 poteaux et bouches incendie sont vérifiés annuellement par la société UXELLO. La dernière vérification est intervenue le 17 juin 2025 sans générer d'observation. Le système de sprinklage est vérifié semestriellement par la société UXELLO, les dernières vérifications étant intervenues le 20 juin 2025 et le 2 décembre 2025. Les actions à engager, bien que non exigées par les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, ont été prises en compte par l'extension du réseau de sprinklage en sous-sol du bâtiment n°15 (150 000 euros d'investissement).

Comme rappelé au point de contrôle n° 11, l'ensemble des détecteurs incendie est installé en boucle fermée permanente, c'est à dire que tous les défauts (malveillance, empoussièrement, défaillance ..... ) sont remontés en direct sur la centrale incendie située à l'accueil de l'établissement. Le fonctionnement de la centrale est vérifié semestriellement par la société SIEMENS, dont les deux dernières vérifications sont intervenues du 16 au 20 juin 2025 et du 1er au 12 décembre 2025. En parallèle de ces vérifications, chacun des détecteurs est vérifié annuellement.

Les trappes de désenfumages sont vérifiées annuellement par la société API, la dernière vérification étant intervenue le 16 juin 2025 concluant au bon fonctionnement des équipements. Les portes coupe-feux sont vérifiées annuellement par la société SIEMENS, la dernière vérification

étant intervenue du 1er au 5 décembre 2025, le réglage nécessaire ayant été réalisé par la société DEFI le 17 décembre 2025.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 17 : Plan des réseaux d'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan des réseaux d'eau

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux d'eau et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature.

**Constats :**

Le plan des réseaux d'eaux pluviales présenté par l'exploitant s'est avéré complet.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 18 : Isolement avec les milieux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 4.2.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Isolement avec les milieux

**Prescription contrôlée :**

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

**Constats :**

<p>La vanne d'obturation des réseaux d'assainissement de l'établissement située en sortie du bassin de confinement de 2100 m<sup>3</sup> se ferme automatiquement dès l'instant où les poteaux ou bouches incendies sont mis en oeuvre.</p> <p>La vanne d'obturation est par ailleurs actionnable manuellement ou par bouton poussoir. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir du poste de commande situé à l'accueil de l'établissement. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont également définis par consigne.</p> <p><b>=&gt; Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 19 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2018, article 7.7.7.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie(y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2100 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.1.2 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bassin de confinement des eaux d'extinction et de récupération de tout écoulement polluant d'un volume de 2100 m3 est en place.</p> <p><b>=&gt; Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>